TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent et
Côte Nord

Dossier : 1310983-71-2302

Dossier accréditation : AQ-1005-4688

Québec, le 15 novembre 2023

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Annie Laprade

Ville de Rimouski
Employeur

et

Syndicat des employées et employés de bureau de la ville de Rimouski (CSN)
Association accréditée

DÉCISION

L'APERÇU

[1] En vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*¹, s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève.

[2] L'employeur, la Ville de Rimouski, est un « *service public* » au sens de l'article 111.0.16 du Code.

¹ RLRQ, c. C-27.

[3] Le Syndicat des employées et employés de bureau de la ville de Rimouski (CSN) est une association accréditée représentant :

« **Tous les employés cols blancs, salariés au sens du Code du travail, à l'exception de la secrétaire du maire, de la secrétaire du directeur général et de la secrétaire du directeur des ressources humaines.** »

De : **Ville de Rimouski**
205, avenue de la Cathédrale
Case postale 710
Rimouski (Québec) G5L 7C7

Établissements visés :

Tous les établissements.

[4] La convention collective unissant les parties expire le 31 décembre 2023.

[5] La seule question soulevée par la présente enquête est la suivante :

- Une grève des salariés cols blancs de la ville peut-elle avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique?

[6] Le Tribunal répond par la négative à cette question. Les fonctions accomplies par les salariés cols blancs ne constituent pas un « *service essentiel* », en ce sens qu'il ne s'agit pas d'un service dont l'interruption pendant la grève « *peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique* ».

L'ANALYSE

[7] Une ordonnance de maintenir des services essentiels en cas de grève limite le plein exercice du droit de cesser le travail de façon concertée².

[8] Or, en 2015, la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Saskatchewan Federation of Labour c. Saskatchewan*³ déclare que le droit de faire la grève est une composante indispensable de celui de négocier collectivement et donc, de la liberté d'association enchâssée dans la *Charte canadienne des droits et libertés*⁴. Une restriction au droit de grève peut se justifier constitutionnellement si elle vise un objectif réel et urgent et si elle porte atteinte le moins possible à ce droit.

² Art. 1 g) du *Code du travail*.

³ 2015 CSC 4.

⁴ Partie I de la Loi constitutionnelle de 1982, [Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R-U), 1982, c. 11], App. II, art. 2

[9] L'article 111.0.17 du Code prévoit que le droit de grève doit être assujéti au maintien des services essentiels si la grève « *peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique* ». Il s'agit sans conteste d'un objectif réel et urgent.

[10] Cependant, pour que l'atteinte au droit de grève soit minimale, « *le critère du danger pour la santé ou la sécurité publique commande, de par le caractère constitutionnel du droit de grève, une interprétation véritablement restrictive. L'objectif est de porter atteinte le moins possible au droit de grève, de façon à ce que la santé ou la sécurité publique ne soit pas mise en danger* »⁵. Ainsi, les désagréments, inconvénients, incommodités et préjudices économiques pouvant découler d'une grève ne permettent pas d'en limiter la portée. Il en va de même des appréhensions ou craintes.

[11] Or, les faits ne révèlent aucun danger pour la santé ou la sécurité publique pouvant être causé par la grève des salariés cols blancs.

[12] L'unité de négociation représentée par le syndicat regroupe 149 employés de bureau, dont un magasinier.

[13] Seules les fonctions de ce dernier sont identifiées par l'employeur comme pouvant être essentielles. Le magasinier voit à « *fournir les pièces et les outils aux employés cols bleus, dont les mécaniciens qui font l'entretien des véhicules de la voirie. Il peut aussi concevoir des appels d'urgence en vue de fournir des pièces pour d'éventuelles réparations du réseau d'aqueduc et d'égouts* »⁶.

[14] Malgré cette mention de demande de pièces qu'il peut acheminer de façon urgente, rien n'indique qu'une grève du magasinier puisse mettre en danger la santé ou la sécurité publique. L'urgence n'est pas nécessairement synonyme de dangerosité.

[15] De plus, il n'est pas contesté qu'en son absence, ses tâches sont régulièrement effectuées par le commis à l'inventaire, un salarié représenté par une autre association accréditée ou par son supérieur, un cadre. Le recours à ces personnes permet déjà au magasinier de s'absenter du travail et il en sera de même en cas de grève.

[16] Une grève des salariés représentés par l'association accréditée dans ce service public n'aurait pas pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public.

⁵ Réseau de transport de la Capitale et Syndicat des employés du transport public du Québec Métropolitain inc., 2023 QCTAT 2525, par. 56.

⁶ Profil de l'employeur, 1^{er} mars 2023.

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

DÉCLARE

que l'employeur et l'association accréditée visés par la présente décision ne sont pas assujettis à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève en vertu de l'article 111.0.17 du *Code du travail*.

Annie Laprade

M^{me} Aline Pouliot
Pour l'employeur

M^e Olivier Carrier
LAROCHE MARTIN (SERVICE JURIDIQUE DE LA CSN)
Pour l'association accréditée

/mpl